

bien guidé dans cette circonstance. Mais comment concilier cela avec la déclaration du premier ministre ? Il est dit de plus :

Deux jours plus tard, le mouvement s'était accentué et sept ministres donnaient leur démission. Hier soir, six de ces ministres consentaient à reprendre leur portefeuille et entrer de nouveau dans le gouvernement Mackenzie ; et avec eux, est venu comme nouveau collègue l'homme même qu'ils avaient désigné pour succéder à celui qu'ils voulaient démettre.

Et, cependant, un ministre de la Couronne a fait aujourd'hui en Chambre une déclaration que je voudrais qualifier comme elle le mérite, si les lois parlementaires me permettaient la chose.

M. l'Orateur, cette question a pénétré jusque dans la chaire. Les ministres du culte ont émis leur opinion sur les derniers événements. En sont-ils venus à la conclusion que ces démissions avaient pour cause celle donnée aujourd'hui par les membres du gouvernement ? Peu ont parlé jusqu'à présent, mais j'ai ici une déclaration à ce sujet. Il est dit dans ce journal que le rév. Dr Campbell, de Montréal a qualifié dans les termes suivants la conduite de ces messieurs. Je cite l'extrait :

Dimanche, dans l'église presbytérienne de Montréal, le rév. Dr Campbell a fortement recommandé à sa congrégation de faire son devoir dans les prochaines élections civiques, et il a déploré l'état dans lequel la ville avait été mis. Il a ensuite tourné son attention vers les récents événements politiques, qu'il a déclaré être une humiliation pour tout citoyen qui aime son pays et veut son avancement. "Chacun de nous," a continué le Dr Campbell, avec une imposante solennité, "doit s'agenouiller et confesser ses fautes à Dieu à cause des malheurs de la nation.

Cette après-midi, M. l'Orateur, nous avons entendu les déclarations du leader de la Chambre. Depuis, un journal a parlé. Ce journal, que je vais citer, est le *Journal*, d'Ottawa, publié aux portes de cette chambre, un journal sympathique au parti conservateur, un journal distingué, un journal que je crois animé du désir consciencieux de travailler à l'avancement des intérêts du pays.

Depuis la déclaration faite aujourd'hui par le gouvernement, ce journal a exprimé son opinion sur la situation, et, bien que l'article soit un peu long, je demanderai à la Chambre la permission de le citer. Sous le titre "La réconciliation," ce journal dit aujourd'hui, le 15 janvier :—

Avant que l'on eût fait connaître au public la scission qui a eu lieu dans le gouvernement conservateur, le *Journal* s'était fait l'écho du sentiment grandement répandu que, depuis la mort de sir John Thompson, le gouvernement ne s'était aucunement distingué dans l'administration du pays. Le point le plus grave de l'accusation était que les membres du gouvernement avaient sacrifié l'intérêt public à leurs rivalités personnelles. L'assertion était à peine publiée qu'une preuve écrasante de son exactitude nous était fournie dans la démission d'une moitié du cabinet pour de prétendues raisons personnelles.

Les ministres dissidents sont maintenant rentrés au bercail, et la question, dans le moment, est de savoir comment envisager la situation. S'il y avait de la vérité dans l'accusation portée avant cette démission, cette vérité reste la même. Plus que cela, elle acquiert de l'importance par le fait de cette démission. La nature même de cette démission, et les circonstances dans lesquelles elle a été faite, donnent plus raison que jamais au public de condamner la politique conservatrice de l'année écoulée, donnent une plus forte raison de croire que ceux qui avaient sacrifié toute idée de patriotisme à de simples intérêts privés, avaient peu de droit à la confiance publique.

Depuis, à ce concours fâcheux d'événements, vient s'ajouter la réconciliation. Des ministres, après avoir prétendu que l'incompétence du premier ministre avait épuisé leur patience, à ce moment critique, tant pour le pays que pour le parti, entrent de nouveau dans le cabinet de ce ministre. Est-ce de l'honnêteté ou du patriotisme, que

de consentir de nouveau à confier les destinées du Canada à un homme que l'on déclarait incompétent, une semaine auparavant ? Un élément nouveau et puissant a, il est vrai, été ajouté au gouvernement, cela peut ex-user ces messieurs auprès de leur parti, mais à quoi cela importe-t-il au pays, qui doit juger un gouvernement, non par la valeur d'un seul homme, mais par la valeur collective de ce gouvernement et par ses œuvres ? D'un autre côté, nous voyons un premier ministre qui, si tristement attaqué, répond à ses anciens collègues par une contre-attaque, et qui cependant, quatre jours plus tard, les reprend pour collègues. Ils ne sauraient rétracter ce qu'ils ont dit. Ils n'ont pas eu le temps de découvrir une erreur involontaire, et cependant, le premier ministre leur confie de nouveau les intérêts du pays—à ces hommes mêmes qu'il qualifiait, quatre jours auparavant, de présomptueux et de fourbes. Cela est-il justifiable aux yeux de la nation ?

On parle de l'intérêt du parti ! Qu'est-ce que cela, s'il y va de l'honneur ? Le bien du parti ! Qu'est-ce que cela, s'il y va du bien du pays ? Est-il contraire au bien du pays, de l'avis même des dissidents, que nous ayons un premier ministre incompétent ? Néanmoins, on l'accepte. Est-il contraire au bien du pays, de l'avis du premier ministre, que nous ayons des fourbes dans le cabinet ? Et il nous les impose. Dans l'un ou l'autre cas, le pays en souffre. Si cela est vrai dans les deux cas, le mal est plus grand encore. Dans le cas contraire, où sont les hommes que paye le pays ?

Nous devons chercher chez la mère-patrie les modèles de l'honnêteté, et pour quelle raison les nôtres seraient-ils inférieurs ? Peut-on imaginer un cabinet dans la position où se trouve aujourd'hui le cabinet canadien, ou des ministres anglais agissant comme le font les nôtres ? Nous doutons qu'un seul homme dans cette ville veuille répondre dans l'affirmative. Les ministres anglais ont autant à cœur les intérêts du parti, mais, assurément, le souci de leur propre honneur prime toute autre considération, et le pays en est que mieux.

Le bien du parti ! C'est une bonne chose, lorsque cela veut dire l'intérêt public. S'il ne s'élève un doute sérieux que dans l'esprit des chefs, le bien du parti veut dire surtout pouvoir, salaires, patronage, et vaniteux, il appartient au peuple de considérer si le moment n'est pas venu de faire subir à ce parti l'épreuve de l'épuration. Ce moment est-il venu ? La réponse, évidemment, dépend, en partie, de la question de savoir jusqu'à quel point seraient affectés les intérêts généraux du pays—l'idéal national et la prospérité commerciale. Sur ce dernier point, les libéraux prétendent avec force que leur avènement au pouvoir ne causerait aucun bouleversement violent dans les intérêts commerciaux et industriels, et il appartient au peuple d'étudier la question. Quant à la question de l'idéal national, nous avons quelque raison de croire qu'un changement de gouvernement serait un bien national. Depuis la confédération, il y a maintenant près de 30 ans, les libéraux ont été 4 ans au pouvoir. Depuis 18 années consécutives, ils sont dans l'opposition. Ce sont des Canadiens, mais ils n'ont aucune responsabilité nationale. Un terme de responsabilité aurait peut-être pour effet d'activer leur orgueil national, leurs grandes dispositions, leur patriotisme. S'il devait en être ainsi, M. l'Orateur, si le Canada devait bénéficier de la chose, le peuple serait certes bien justifiable de faire quelques changements en ce qui a trait à sa politique fiscale, en s'efforçant de purifier l'atmosphère politique et de diriger l'attention des législateurs vers des principes plus élevés que ceux qui semblent prévaloir aujourd'hui chez les chefs conservateurs.

Je ne ferai pas de commentaires, cela n'est pas nécessaire. Mais en terminant la lecture de ces extraits, je répéterai que je n'ai cité que des journaux conservateurs, ou conservateurs indépendants. Ainsi, c'est là l'opinion : la peuple, ou d'une partie du peuple, sur la conduite des sept messieurs qui, le 4 janvier, sont entrés en révolte contre la Couronne et contre la dignité du pays, des sept hommes qui, ainsi que le disent les journaux publics, se sont mis en grève comme de vulgaires ouvriers durant la saison active, et ont soulevé des obstacles contre toute réorganisation du cabinet, autre qu'une réorganisation dans le sens de leur conspiration.

Ainsi, à mon avis, cette question aujourd'hui est aussi importante que toute question de parti, plus importante même, c'est une question qui touche à